

Un message d'espoir



Par **Thierry Pech** et **Marc-Olivier Padis**

Le 26 avril 2017

Les Français ont livré leur verdict : les finalistes de l'élection présidentielle sont, dans l'ordre d'arrivée, Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

L'avantage donné au candidat En Marche est d'abord un message d'espoir pour tous ceux qui refusent de choisir entre l'égalité et la liberté, qui souhaitent faire entendre la voix de celles et ceux qui aspirent à une plus grande autonomie individuelle et collective, et qui ne séparent pas les intérêts de la société dans son ensemble de ceux des acteurs privés qui la composent. Les valeurs et le projet d'Emmanuel Macron peuvent également parler aux femmes et aux hommes de gauche qui sont engagés de longue date dans la défense du dialogue social, qui militent pour des politiques de compétitivité propres à garantir à long terme un modèle social ambitieux, et qui plaident pour des mesures d'investissement à grande échelle dans la formation (école, apprentissage, enseignement supérieur, formation continue...) et dans la transition écologique. Ce projet rencontrera enfin l'adhésion de tous ceux qui sont convaincus que l'Union européenne est l'avenir des peuples qui la constituent, et que les Européens doivent s'unir et partager davantage s'ils veulent continuer à peser dans un monde à la fois globalisé et instable. Dès le 8 mai, si Emmanuel Macron est élu, il importera bien sûr de passer aux actes et de montrer avec détermination que ce sont ces valeurs qui guident l'action du nouvel exécutif.

Les résultats du premier tour comportent cependant d'autres enseignements. Tout d'abord, l'élimination, voire l'effondrement des représentants des partis de gouvernement traditionnels. Le score de Benoît Hamon (6,3 %) est particulièrement tragique pour un Parti socialiste qui sort équilibré de cinq années de gouvernement et de guérilla interne avec une poignée de frondeurs. Contrairement à ce qu'a suggéré le candidat socialiste dimanche soir, ce sont aussi ces derniers qui ont été sanctionnés dans la personne d'un de leurs plus zélés représentants. Quant aux Républicains, ils font à peine mieux que Jean-Luc Mélenchon. Donné largement gagnant au terme d'une primaire de masse, François Fillon a payé le prix des affaires et d'une exigence de moralité sur laquelle les Français ne transigent plus - et c'est une bonne nouvelle. Il a également fait les frais d'un programme qui s'apparentait à une vallée de larmes dans un pays déjà éprouvé par huit années de crise. Au sortir de cette élection et en dépit des efforts qui seront faits pour sauver les apparences de l'unité en prévision des législatives, les partis de gouvernement de droite et de gauche offrent le spectacle d'une profonde division et d'une très grande faiblesse au moment où ils vont devoir définir leurs relations avec l'espace politique central que vient d'ouvrir Emmanuel Macron.

Le troisième enseignement, c'est bien sûr la performance de la candidate d'extrême-droite. On peut juger que Marine Le Pen a mené une campagne particulièrement confuse et qu'elle la termine sur une position très inférieure au potentiel qui lui était prêté il y a encore six mois. Il est vrai qu'en mettant l'accent, comme en 2012, sur l'Europe et la sortie de l'euro, elle a valorisé des propositions qui, non seulement l'empêchaient de croître, mais divisaient son électorat. Et il est également vrai que, comme en 2012, elle s'est rapatriée ensuite sur ses « classiques » (immigration, islam, insécurité...), mais avec une violence redoublée qui a brisé l'artifice d'un parti « normalisé », notamment avec ses déclarations exonérant la France de ses responsabilités dans la rafle du Vel d'Hiv.

Cependant, ces observations ne sauraient diminuer sa performance : avec 7,6 millions de voix et 21,3 % des suffrages exprimés, elle fait mieux que son père il y a quinze ans (4,8 millions de voix et 16,8 % des suffrages exprimés) et bat son record de 2012 (6,4 millions de voix et 17,9 %). En outre, elle finit en tête dans un très grand nombre de départements du nord-est et du sud-est du pays et prend la première place dans plus de deux cents circonscriptions, présageant de législatives particulièrement disputées dans ces territoires. Bref, le sentiment de soulagement que l'on peut éprouver à la première lecture des résultats laisse vite la place au constat plus sombre d'une progression continue du Front national dans notre pays.

Nous avons montré à plusieurs reprises - et nous le rappellerons dans les jours qui viennent aussi souvent que nécessaire - que le projet du Front national nuit à ceux qu'il prétend défendre : les salariés modestes, les peu qualifiés, les « oubliés » de la France rurale et périurbaine, tous réunis dans un « peuple » idéalisé par la rhétorique populiste, auraient en réalité tout à y perdre. Ce projet conduirait notre pays à sa perte en trahissant tout à la fois ses intérêts matériels, sa cohésion sociale et son identité morale.

C'est pourquoi l'heure est à la mobilisation pour battre Marine Le Pen. L'affaire est loin d'être entendue : la victoire de la candidate d'extrême-droite est une hypothèse que le jeu des abstentions différentielles pourrait très bien rendre possible et qu'il faut donc prendre très au sérieux. Tous ceux qui pensent que le match est joué d'avance et qu'ils peuvent se comporter en passager clandestin le dimanche 7 mai doivent avoir une vive conscience de leurs responsabilités : si l'histoire s'écrit sans eux, elle risque de s'écrire contre eux ! D'autant qu'il n'importe pas seulement que Madame Le Pen soit défaite, encore faut-il qu'elle le soit sévèrement. Si tel n'était pas le cas, elle serait en situation de capitaliser sur sa dynamique lors des élections législatives à venir et de s'imposer potentiellement comme la première force d'alternance dans notre pays. La recomposition politique qui s'amorce s'en trouverait freinée, voire dénaturée.

Une défaite massive du Front national montrerait au contraire à l'Europe et au monde que la vague populiste qui a déferlé sur le Royaume-Uni et sur les Etats-Unis ces derniers mois a été clairement stoppée à Paris. La France retrouverait à ses propres yeux comme à ceux de ses voisins et partenaires internationaux l'image d'un pays debout, ouvert sur le monde et fidèle aux valeurs de générosité et d'humanisme qui sont à la fois le cœur de son identité et le message le

plus universel qu'elle puisse porter. Le Président de la République ainsi élu aurait alors la lourde mais exaltante responsabilité d'être à la hauteur de cette promesse.